

## PAS TOUCHE À NOS VACANCES !!! NE NOUS LAISSONS PAS VOLER NOS DROITS ...

Alors que l'ensemble des personnels administratifs de l'Éducation nationale, comme l'ensemble des agents du service public et l'ensemble de la population ont été confrontés à cette crise sanitaire inédite, le gouvernement a publié une ordonnance remettant en cause les droits de tous les salariés, du privé comme du public.

Après avoir imposé des jours de congés pendant le confinement, l'administration prépare une restriction des périodes de congés cet été.

D'ores et déjà, des académies prévoient de diminuer le nombre de jours de congés sur la période d'été pour les personnels des services déconcentrés. Mais cela concerne également les collègues d'EPL : dans l'académie de Nantes, un principal de collège a annoncé que l'établissement serait ouvert tout l'été pour permettre notamment les inscriptions des élèves.

**Si cela devait se confirmer, ce serait une nouvelle attaque contre les personnels, une attaque honteuse, inacceptable et révélant un profond mépris.**

Les personnels administratifs de l'Éducation nationale ne sont pas responsables de la pandémie, encore moins de la gestion hasardeuse et catastrophique de la crise. Les agents qui ont été au front, ceux qui ont dû garder leurs enfants privés d'école, ceux qui ont et qui continuent de télétravailler, les personnels fragiles, n'ont pas choisi cette situation. Entre l'école à la maison, le télétravail, l'interdiction de sortir, le manque de matériel de protection, l'arrêt quasi-total des transports collectifs, ces deux mois de confinement n'ont été des vacances pour personne !

Pour le **SPASEEN-FO**, il n'est pas question d'attaquer nos droits à congés. Si le ministère de l'Éducation nationale cherche des vacances à résorber, qu'il commence par les vacances d'emplois de titulaires en accordant des moyens humains donc des créations de postes. Qu'il revienne sur les suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre. Qu'il permette aux services déconcentrés et EPLE d'exercer leurs missions en leur donnant les moyens de combler les retards pris pendant le confinement.

Nous nous rappelons aussi que selon un rapport de l'Inspection Générale des Finances, il faudrait « revenir » aux « vraies » 35 heures pour 190 000 agents de l'État, dont feraient partie les personnels non-enseignants de l'Éducation nationale, donc les administratifs, ce qui permettrait au gouvernement, en y ajoutant ceux concernés dans la Fonction publique territoriale, de supprimer 65 000 postes de fonctionnaires ! Pire encore, la piste de l'IGF pour les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur serait de supprimer les 14 heures de fractionnement et de réduire le nombre jours de congés annuels !

Le **SPASEEN-FO** s'est battu lors de l'application de la loi de 2002 dite des 35H dans notre ministère qui aurait engendré, pour certains, une augmentation du temps de travail et une perte de jours de congé. Il a refusé de signer le protocole d'accord à l'Éducation nationale, négocié et signé notamment par l'UNSA et la CFDT, instaurant la flexibilité, sans créations de postes et au détriment des collègues.

Dans les EPLE, par exemple, sa déclinaison a bouleversé en profondeur non seulement les relations de travail, mais aussi le quotidien des collègues qui font souvent plus de 40H pour pouvoir avoir tout ou partie des vacances scolaires.

Et quid des compensations de contraintes horaires, des heures supplémentaires non payées et très souvent non récupérées et écrêtées ? Quid des conditions de travail liées aux nombreuses mutualisations et restructurations de services et d'agences comptables ?

Une fois de plus, le **SPASEEN-FO** dénonce les poncifs contre les fonctionnaires présentés par des ministres comme étant des salariés privilégiés : la réalité de ces « privilèges », ce sont des carrières bloquées par des possibilités de promotion réduites à peau de chagrin, des conditions de travail fortement dégradées par des politiques de suppressions massives de postes, une forte paupérisation des personnels induite par le gel du point d'indice et l'absence de politique salariale.

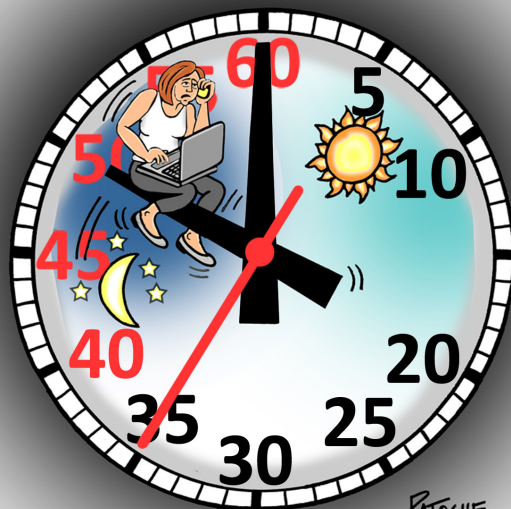
**Partout où les personnels se sont battus, avec Force Ouvrière, pour conserver leurs acquis, des accords locaux favorables ont été signés.**

**Le SPASEEN-FO, avec sa fédération la FNEC FP-FO se battra à nouveau si nos congés d'été devaient être rognés, voire annulés !**

**Au contraire de cette volonté de remise en cause des acquis, les personnels veulent :**

- Le maintien des acquis et la reconquête de tous ceux supprimés !
- Des créations de postes statutaires et la titularisation des contractuels !
- L'abandon de toutes les suppressions de postes !
- Des augmentations de salaires ! L'abandon du gel du point d'indice
- L'arrêt des politiques d'austérité !
- Le maintien et le renforcement de tous les services publics !
- L'Abandon des fusions et mutualisations de services et établissements !

### TRAVAIL SANS FIN ...



PATOCHÉ  
04/XX

### RÉSISTER ! REVENDIQUER ! RECONQUÉRIR !